COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Selon de nouvelles données du PNUD et du CIL, le changement climatique devrait multiplier par cinq le risque d'inondation côtière au cours de ce siècle et plus de 70 millions de personnes devraient se retrouver dans des plaines inondables

Principales régions concernées, l'Amérique latine, les Caraïbes, le Pacifique et les petits États insulaires en développement (PEID) devraient voir leur superficie diminuer et des infrastructures capitales disparaître en raison d'inondations permanentes. Au vu de la trajectoire d'émission actuelle, des centaines de villes très peuplées seront exposées à un risque accru d'inondation.

- Les projections montrent qu'en 2050, des centaines de villes côtières très peuplées, pouvant représenter environ 5 % de la population vivant dans des villes côtières dans le monde, seront exposées à un risque accru d'inondation, notamment Santos au Brésil, Cotonou au Bénin et Calcutta en Inde.
- En 2100, avec la trajectoire d'émission actuelle, ce sont 10 % des personnes vivant dans des zones côtières très peuplées qui seront concernées par ce risque.
- Les répercussions sur les zones côtières, qui sont souvent de grands pôles socio-économiques, vont provoquer un recul du développement humain dans le monde entier.

New York / Chicago, le 28 novembre − Le phénomène des inondations côtières a pris de l'ampleur ces vingt dernières années en raison de l'élévation du niveau de la mer. Selon de nouvelles données, ce sont ainsi 14 millions de personnes supplémentaires dans le monde qui vivent désormais dans des localités côtières où le risque d'inondation annuelle est de un sur vingt. Si la trajectoire actuelle des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) se poursuit (scénario SSP2-4.5), les plaines inondables soumises à ce risque devraient s'étendre à des zones aujourd'hui peuplées par près de 73 millions de personnes.

De nouvelles données hyperlocales publiées aujourd'hui par Human Climate Horizons – une plateforme qui est le fruit d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Climate Impact Lab (CIL) − cartographient en détail cette multiplication par cinq du risque d'inondation dans les zones côtières densément peuplées de la planète. La plateforme permet de visualiser les endroits où maisons et infrastructures sont le plus menacées par l'élévation du niveau de la mer.

Des centaines de villes très peuplées connaîtront un risque accru d'inondation d'ici le milieu du siècle du fait du changement climatique. Cela comprend notamment des villes comme Santos au Brésil, Cotonou au Bénin et Calcutta en Inde, qui abritent environ 5 % de la population vivant dans des villes côtières dans

le monde. L'exposition au risque d'inondation devrait doubler pour toucher 10 % des populations côtières d'ici la fin du siècle.

De nombreuses régions de basse altitude situées le long des côtes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud-Est risquent de devoir faire face à des inondations permanentes. Cette évolution alarmante pourrait entraîner un recul du développement humain dans les localités côtières du monde entier. Dans plusieurs petits États insulaires en développement − Bahamas, îles Vierges britanniques, îles Caïmans, Maldives, îles Marshall, îles Turques-et-Caïques, Tuvalu et Seychelles − le changement climatique devrait entraîner la submersion d'une part importante des terres (> 5 %) à l'horizon 2100.

Dans le cas d'un réchauffement climatique extrême (scénario SSP5-8.5), près de 160 000 km^2 de terres côtières (soit une superficie supérieure à celle de la Grèce ou du Bangladesh) seraient inondés à l'horizon 2100. Cela concerne notamment des villes côtières situées en Équateur, en Inde, en Arabie saoudite, au Vietnam et dans les Émirats arabes unis, pays hôte de la COP28. En menant une action concertée pour réduire les émissions mondiales de GES et maintenir le réchauffement planétaire en deçà de 2°C (scénario SSP1-2.6), 70 000 km^2 de ces terres exposées au risque de submersion devraient rester au-dessus du niveau de la mer.

« Dans les zones côtières densément peuplées, où réside 1/7 de la population mondiale, les effets de l'élévation du niveau de la mer vont mettre en péril des décennies de progrès en matière de développement humain », a déclaré Pedro Conceição, Directeur du Bureau du Rapport sur le développement humain du PNUD. « Le déplacement de millions de personnes et la désorganisation de l'activité économique dans les grands centres d'affaires pourraient introduire de nouveaux éléments d'instabilité et accroître la compétition pour les ressources. Cette nouvelle étude du PNUD et du Climate Impact Lab vient rappeler à nouveau aux décideurs qui se rendront à la COP28 qu'il est temps d'agir. »

Sans défenses côtières et dans le pire des scénarios de réchauffement, 5 %, voire plus, de la superficie des villes suivantes se trouveront définitivement sous le niveau de la mer d'ici la fin du siècle :

- Guayaquil, Équateur
- Barranquilla, Colombie
- Santos, Brésil
- Rio de Janeiro, Brésil
- Kingston, Jamaïque
- Cotonou, Bénin
- Calcutta, Inde
- Perth, Australie
- Newcastle, Australie
- Sydney, Australie

Ces impacts sont détaillés sur la plateforme Human Climate Horizons, qui propose aux citoyens et aux décideurs du monde entier des informations localisées concernant les effets prévus du changement climatique sur les populations et leurs lieux de vie. Dans l'étude publiée aujourd'hui, la plateforme dévoile

des projections locales de l'élévation du niveau de la mer ainsi que les conséquences pour les humains de cette élévation selon trois scénarios d'émissions. Ces données proviennent d'observations par satellite, d'observations marégraphiques et de groupes de modèles issus du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Géographiquement détaillées, les nouvelles données brossent le tableau sombre d'un monde aux prises avec les conséquences de la fonte des glaciers de montagne et des glaces des pôles d'une part, et de la dilatation des océans qui se réchauffent d'autre part.

« Ces projections ne sont pas une fatalité ; au contraire, elles peuvent être un catalyseur de l'action », a déclaré Hannah Hess, Directrice adjointe du Climate Impact Lab. « Une action rapide et soutenue pour réduire nos émissions aura une incidence sur l'ampleur des conséquences pour les populations côtières et sur la vitesse à laquelle ces effets vont se faire sentir. En plus d'atténuer les risques, une baisse des émissions nous donnera plus de temps pour réagir de manière proactive et nous préparer à la montée des eaux. »

En plus de détailler les effets de l'élévation du niveau de la mer, la plateforme montre l'incidence que devrait avoir le changement climatique sur les températures ainsi que les répercussions de températures plus élevées sur la mortalité, la consommation d'énergie et la population active mondiale. Calculées selon plusieurs scénarios d'émissions de GES pour 24 000 régions réparties dans le monde entier, ces projections mettent en lumière les conséquences du changement climatique pour notre avenir commun, révèlent de fortes inégalités au sein d'un même pays et entre les pays, et déterminent des zones où les répercussions d'un réchauffement non maîtrisé seront les plus graves.

Contact médias :

Stanislav Saling | Spécialiste de la communication, Bureau du Rapport sur le développement humain du PNUD | Mobile : + 347 653 1980 | Courriel : stanislav.saling@undp.org

Maggie Young | Directrice de la communication chez Rhodium Group − Climate Impact Lab | Mobile : +1 510 984 1917 | Courriel : myoung@rhg.com

Note aux rédacteurs : principales conclusions (les estimations indiquées sont des moyennes)

Sans défenses côtières, 5 %, voire plus, de la superficie de ces pays et territoires seront définitivement inondés d'ici la fin du siècle :

- Dans un scénario avec de faibles émissions (SSP1-2.6) : îles Caïmans, Maldives, îles Marshall, Pays-Bas, Saint-Martin, îles Turques-et-Caïques, Tuvalu
    - Cinq sont des petits États insulaires en développement (PEID) ou membres associés des commissions régionales des Nations Unies.

- Dans un scénario avec des émissions intermédiaires (SSP2-4.5) : Bahamas, îles Vierges britanniques, îles Caïmans, Guernesey, Maldives, îles Marshall, Pays-Bas, Saint-Martin, Seychelles, îles Turques-et-Caïques, Tuvalu
    - Huit sont des PEID ou membres associés des commissions régionales des Nations Unies.
- Dans un scénario avec des émissions très élevées (SSP5-8.5) : Anguilla, Bahamas, Bonaire, Saint-Eustache et Saba, îles Vierges britanniques, îles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, Maldives, îles Marshall, Monaco, Pays-Bas, Polynésie française, Saint-Martin, Seychelles, îles Turques-et-Caïques, Tuvalu, Wallis et Futuna
    - Onze sont des PEID ou membres associés des commissions régionales des Nations Unies.

Sur les terres concernées par un risque d'inondation annuelle de un sur vingt d'ici la fin du siècle vivent actuellement :

- 59,4 millions de personnes dans un scénario avec de faibles émissions (SSP1-2.6)
- 72,8 millions de personnes dans un scénario avec des émissions intermédiaires (SSP2-4.5)
- 97,6 millions de personnes dans un scénario avec des émissions très élevées (SSP5-8.5)

###

FIN